



TRANSAT A.T. INC.
DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 30 avril 2012

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers
TSX : TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012, par rapport au trimestre et au semestre clos le 30 avril 2011.

Tel qu'expliqué dans la section *Transition aux IFRS*, les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada qui étaient utilisés pour préparer les états financiers consolidés de la société ont été remplacés le 1^{er} novembre 2011 par les Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Depuis cette date, la société prépare ses états financiers conformément aux IFRS. Les données comparatives de 2011 ont également été redressées. Ce rapport de gestion doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2011, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2011, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. Il devrait également être lu avec les informations sur les ajustements aux données comparatives de 2011 suivant l'adoption des IFRS, lesquels sont expliqués aux notes 15 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 31 janvier et 30 avril 2012. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du deuxième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2011. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 13 juin 2012. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 30 avril 2012 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section *Mesures financières non normalisées selon les IFRS* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises

européennes et américaine demeureront stables, que les hypothèses utilisées pour évaluer les titres détenus dans des PCAA se matérialiseront, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

TRANSITION AUX IFRS

Ce rapport trimestriel est le deuxième que prépare la société en présentant les informations financières selon les IFRS. Avant le 1^{er} novembre 2011 la société utilisait les PCGR du Canada pour préparer ses états financiers consolidés. Depuis cette date, les états financiers consolidés intermédiaires condensés de la société sont dressés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiées par l'International Accounting Standard Board (« IASB »). Les données comparatives de 2011 ont également été redressées. Ce rapport de gestion doit être lu avec les informations sur les ajustements aux données comparatives de 2011 suivant l'adoption des IFRS, lesquels sont expliqués aux notes 14 et 15 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 31 janvier et 30 avril 2012.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. Nous présentons parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon, ni n'est reconnue par les IFRS. Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la société sont les suivantes :

Marge (perte d'exploitation)	Revenus moins les charges opérationnelles.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Résultat avant charge d'impôt avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Résultat net attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les IFRS, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées

par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les IFRS, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 212 426	1 101 109	2 041 722	1 911 263
Charges opérationnelles	1 238 652	1 091 810	2 099 787	1 916 470
Marge (perte d'exploitation)	(26 226)	9 299	(58 065)	(5 207)
Résultat avant charge d'impôt	(19 504)	11 305	(59 557)	(7 214)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(4 403)	(8 155)	(6 025)	(11 933)
Gain non monétaire sur des placements dans des PCAA	(8 812)	(3 504)	(8 032)	(6 637)
Perte ajustée	(32 719)	(354)	(73 614)	(25 784)
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(13 199)	8 715	(42 688)	(4 663)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(4 403)	(8 155)	(6 025)	(11 993)
Gain non monétaire sur des placements dans des PCAA	(8 812)	(3 504)	(8 032)	(6 637)
Incidence fiscale	1 878	2 368	2 268	3 399
Perte ajustée après impôts	(24 536)	(576)	(54 477)	(19 894)
Perte ajustée après impôts	(24 536)	(576)	(54 477)	(19 894)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	38 104	38 173	38 079	37 891
Perte ajustée après impôts diluée par action	(0,64)	(0,02)	(1,43)	(0,53)
			Au 30 avril 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services			595 755	653 663
Dette totale			595 755	653 663
Dette totale			595 755	653 663
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(264 072)	(181 576)
Placements dans des PCAA			(85 385)	(78 751)
Dette totale nette			246 298	393 336

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés								
Revenus	1 212 426	1 101 109	111 317	10,1	2 041 722	1 911 263	130 459	6,8
Marge (perte d'exploitation) ¹	(26 226)	9 299	(35 525)	(382,0)	(58 065)	(5 207)	(52 858)	(1 015,1)
Résultat net (perte nette)	(11 774)	10 095	(21 869)	(216,6)	(40 354)	(2 430)	(37 924)	(1 560,7)
Résultat net attribuable aux actionnaires	(13 199)	8 715	(21 914)	(251,5)	(42 688)	(4 663)	(38 025)	(815,5)
Résultat de base par action	(0,35)	0,23	(0,58)	(252,2)	(1,12)	(0,12)	(1,00)	(833,3)
Résultat dilué par action	(0,35)	0,23	(0,58)	(252,2)	(1,12)	(0,12)	(1,00)	(833,3)
Perte ajustée après impôts ¹	(24 536)	(576)	(23 960)	(4 159,7)	(54 477)	(19 894)	(34 583)	(173,8)
Perte ajustée après impôts diluée par action	(0,64)	(0,02)	(0,62)	(3 100,0)	(1,43)	(0,53)	(0,90)	(169,8)
États des flux de trésorerie consolidés								
Activités opérationnelles	71 359	104 667	(33 308)	(31,8)	122 097	152 244	(30 147)	(19,8)
Activités d'investissement	(20 323)	(15 730)	(4 593)	(29,2)	(34 685)	(28 485)	(6 200)	(21,8)
Activités de financement	(1 361)	(8 647)	7 286	84,3	(3 623)	(23 123)	19 500	84,3
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	422	(1 002)	1 424	142,1	(1 293)	(3 021)	1 728	57,2
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	50 097	79 288	(29 191)	(36,8)	82 496	97 615	(15 119)	(15,5)
					Au 30 avril 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$	Écart \$	Écart %
États de la situation financière consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					264 072	181 576	82 496	45,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)					328 894	359 545	(30 651)	(8,5)
Placements dans des PCAA					85 385	78 751	6 634	8,4
					678 351	619 872	58 479	9,4
Actif total					1 313 337	1 224 245	89 092	7,3
Dette					—	—	—	—
Dette totale ¹					595 755	653 663	(57 908)	(8,9)
Dette totale nette ¹					246 298	393 336	(147 038)	(37,4)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total plus de 500 agences de voyages (et dont plus de 400 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination.

La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouir d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe en 2014. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce, au Mexique et en République dominicaine comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays, et nous offrons nos produits dans quelque 50 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2012, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

- Augmenter l'efficacité et la rentabilité de l'organisation
- Accroître la compétitivité de Transat au Canada
- Maintenir les volumes et améliorer la rentabilité de Transat France
- Poursuivre le développement rentable de nos activités à destination
- Optimisation des opérations aériennes
- Finaliser et implanter la stratégie de développement des systèmes d'information opérationnels
- Accroître la valeur stratégique de notre marque, de même que la satisfaction et la loyauté des clients
- Poursuivre notre plan visant à faire de Transat une des entreprises les plus responsables de son industrie.

Pour l'exercice 2012, l'accent est mis sur deux catégories d'initiatives. La première catégorie porte sur les initiatives qui vont contribuer à un retour à la rentabilité le plus rapidement possible, et non sur des mesures reliées à la croissance sur les marchés actuels ou le développement des nouveaux marchés. La seconde porte sur des initiatives de différenciation des produits et de l'amélioration de l'expérience client, qui vont nous démarquer de la compétition et donc démontrer une valeur-ajoutée.

Les principales initiatives quant au retour à court terme à la rentabilité sont donc les suivantes :

- La réduction des coûts administratifs (réduction de 143 postes en novembre 2011)
- La limitation des augmentations de capacité autant sur le marché Canada-sud, le marché transatlantique et pour nos filiales en France vers leurs marchés respectifs.
- Le contrôle des coûts aériens via l'optimisation de l'efficacité de la flotte d'Air Transat (la location d'avions dans les saisons hors pointe), la revue des coûts opérationnels, la considération de la sortie de certains avions en 2013 et finalement la renégociation du contrat avec Canjet.

- La négociation avec les hôteliers pour limiter la croissance des coûts hôteliers, mettant l'accent sur une concentration des achats et de nouveaux partenariats
- L'implantation de nouveaux systèmes informatiques opérationnels visant à diminuer les coûts d'exploitation et visant à permettre une meilleure gestion des revenus
- La poursuite de croissance de nos activités rentables à destinations, soit les réceptifs et notre activité hôtelière.

Les principales initiatives poursuivies quant à l'amélioration de l'expérience client sont donc les suivantes :

- La mise en application d'une nouvelle stratégie de différenciation des produits hôteliers basée sur une analyse des segments de clientèle. L'objectif est d'avoir une offre distinctive, à valeur-ajoutée, génératrice de meilleures marges
- Des améliorations de l'expérience-client à de multiples niveaux (dans nos contacts en agences et sur les sites B2C, dans les avions, à destination, etc.) afin de se démarquer aux yeux du client
- La modernisation de notre flotte d'Airbus A330, aux niveaux des sièges, des systèmes de divertissement à bord et de la configuration des appareils. Déjà les premiers A330 modernisés sont livrés; l'implantation totale du programme couvre une période de 18 mois
- Le maintien de notre position de chef de file en matière d'entreprise responsable est un élément clé qui sera communiqué de façon plus intensive et qui sera en plus intégré dans une partie de notre offre de produits

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché et la croissance de nos revenus et de notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 1^{er} février 2012, la société a acquis certains éléments d'actifs du voyageur Vacances Tours Mont-Royal (« TMR »), qui opère au Québec, pour une contrepartie au comptant de 5,8 millions de dollars. Vacances Tours Mont-Royal est un voyageur qui se spécialise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada, entre autres à Cuba, en République dominicaine et au Mexique, et dont 180 000 de ses sièges vendus étaient achetés chez Air Transat. Avec à cette acquisition, la société renforce son offre et ses services auprès de sa clientèle dans des marchés où elle est déjà présente.

La société n'a pas complété l'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. La juste valeur des ces actifs et passifs demeurera donc provisoire jusqu'à ce que leur évaluation ait été finalisée. L'excédent de la contrepartie totale sur la juste valeur de l'actif net acquis a provisoirement été alloué à la marque de commerce et s'élève à 4,5 millions de dollars.

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Depuis cette date, TMR a enregistré des revenus de 69,5 millions de dollars et une perte avant charge d'impôts de 3,5 millions de dollars, lesquels figurent dans les résultats consolidés de la société. Si TMR avait été consolidée à compter du 1^{er} novembre 2011, les résultats consolidés auraient tenu compte de revenus additionnels de 37,2 millions de dollars et d'une perte avant charge d'impôt de 0,9 million de dollars.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	1 026 984	908 476	118 508	13,0	1 727 821	1 584 037	143 784	9,1
Europe	185 442	192 633	(7 191)	(3,7)	313 901	327 226	(13 325)	(4,1)
	1 212 426	1 101 109	111 317	10,1	2 041 722	1 911 263	130 459	6,8

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2011, nos revenus ont augmenté de 111,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2012 et de 130,5 millions de dollars pour le semestre. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'acquisition de TMR qui a contribué à augmenter nos revenus de 69,5 millions de dollars. Pour le trimestre, l'augmentation est également due à une hausse du nombre de voyageurs de 4,3 % (3,7 % - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat), alors que nos prix de vente moyens étaient légèrement inférieurs à ceux du trimestre correspondant de 2011. Pour le semestre, l'augmentation est également due à des hausses des prix de vente moyens et à une hausse du nombre de voyageurs de 0,5 % (0,1 % - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat), comparativement à 2011.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
Coûts liés à la prestation de services								
touristiques	781 162	680 945	100 217	14,7	1 275 288	1 179 946	95 342	8,1
Carburant d'aéronefs	123 898	104 372	19 526	18,7	212 889	170 167	42 722	25,1
Salaires et avantages du personnel	98 357	92 177	6 180	6,7	193 471	181 945	11 526	6,3
Commissions	65 267	61 133	4 134	6,8	105 338	102 778	2 560	2,5
Entretien d'aéronefs	35 247	30 943	4 304	13,9	62 816	54 234	8 582	15,8
Frais d'aéroports et de navigation	25 282	23 404	1 878	8,0	43 256	41 196	2 060	5,0
Loyer d'aéronefs	21 589	17 089	4 500	26,3	41 471	31 910	9 561	30,0
Autres	87 850	81 747	6 103	7,5	165 258	154 294	10 964	7,1
Total	1 238 652	1 091 810	146 842	13,4	2 099 787	1 916 470	183 317	9,6

Nos charges opérationnelles totales ont augmenté de 146,8 millions de dollars (13,4 %) pour le trimestre et de 183,3 millions de dollars (9,6 %) pour le semestre, par rapport à 2011. Les augmentations de nos dépenses d'exploitation découlent principalement de l'acquisition de TMR, laquelle a essentiellement contribué à augmenter nos coûts liés à la prestation de services touristiques, et découlent aussi des hausses des coûts du carburant, incluant celles comprises dans le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat inclut dans la rubrique *Coûts liés à la prestation de services touristiques*, et des hausses des coûts de chambres d'hôtels.

Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons modifié notre flotte d'aéronefs en y ajoutant quatre Airbus A330 et en y retirant deux Airbus A310. De plus, le contrat d'achat de sièges que nous avons avec Thomas Cook, sur certaines destinations de la route Canada — Royaume-Uni, est venu à échéance le 31 octobre 2011 et n'a pas été renouvelé. Ces changements ont eu comme incidence de modifier la nature de nos charges opérationnelles puisque les coûts liés aux services de transport de nos voyageurs qui étaient autrefois encourus auprès de Thomas Cook, et qui étaient inclus dans la rubrique *Coûts liés à la prestation de service touristiques*, sont maintenant assumés par notre flotte d'aéronefs qui effectue maintenant le transport de nos voyageurs sur la route Canada — Royaume-Uni, modifiant ainsi à la hausse nos charges opérationnelles liées à notre flotte d'aéronefs.

Ceci s'est traduit, pour le deuxième trimestre, par une augmentation de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 16,5 % et par une diminution de 0,6 % en Europe, tandis que pour le semestre ceci s'est traduit par une hausse de 11,8 % en Amérique et une baisse de 0,9 % en Europe.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont augmenté de 100,2 millions de dollars (14,7 %) pour le trimestre et de 95,3 millions de dollars (8,1 %) pour le semestre. Ces hausses découlent principalement de l'acquisition de TMR, pour le trimestre seulement, et, dans une moindre mesure, de l'augmentation du nombre de voyageurs et des coûts de chambres d'hôtels.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 19,5 millions de dollars (18,7 %) pour le trimestre et de 42,7 millions de dollars (25,1 %) pour le semestre. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte d'aéronefs et de celle des prix du carburant.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 6,2 millions de dollars (6,7 %) pour le trimestre et de 11,5 millions de dollars (6,3 %) pour le semestre, comparativement à 2011. Les augmentations résultent principalement de l'augmentation des effectifs qui ont été embauchés à la suite de l'ajout d'aéronefs à notre flotte au cours de l'exercice 2011, compensée par les économies de coûts liés à la restructuration annoncée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 4,1 millions de dollars (6,8 %) au cours du deuxième trimestre et de 2,6 millions de dollars (2,5 %) pour le premier semestre, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 5,4 % de nos revenus pour le deuxième trimestre, comparativement à 5,6 % pour la même période en 2011. Pour le semestre, les commissions ont également diminué et représentent 5,2 % de nos revenus comparativement à 5,4 % en 2011. Ces diminutions résultent d'une baisse des revenus sur lesquels une commission est calculée.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2011, ces dépenses ont augmenté de 4,3 millions de dollars (13,9 %) au cours du deuxième trimestre et de 8,6 millions de dollars (15,8 %) au cours du premier semestre. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte ainsi que par le changement de sa composition.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont augmenté de 1,9 million de dollars (8,0 %) pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2012 et de 2,1 millions de dollars (5,0 %) pour le premier semestre, en ligne avec l'augmentation de notre nombre de vols effectués par les aéronefs de notre flotte.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 4,5 millions de dollars (26,3 %) au cours du deuxième trimestre et de 9,6 millions de dollars (30,0 %) pour le premier semestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2011. Ces augmentations découlent de l'ajout de quatre Airbus A330 compensé par le retrait de deux A310, comparativement aux périodes correspondantes de l'an dernier.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 6,1 millions de dollars (7,5 %) au cours du deuxième trimestre et de 11,0 millions de dollars (7,1 %) au cours du premier semestre, comparativement à 2011. Cette augmentation découle principalement de la hausse des autres coûts aériens qui ont augmenté à la suite de la hausse du nombre d'heures de vols effectués par les aéronefs de notre flotte.

MARGE (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 26,2 millions de dollars (2,2 %) au cours du deuxième trimestre comparativement à une marge de 9,3 millions de dollars (0,8 %) en 2011. Pour le semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 58,1 millions de dollars (2,8 %) comparativement à une perte d'exploitation de 5,2 millions de dollars (0,3 %) en 2011. L'augmentation des prix du carburant et des coûts de chambres d'hôtels, combinées à la vive concurrence qui a sévi au cours du semestre, ont contribué à compresser nos marges.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2012	2011	Écart	Écart	2012	2011	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	1 026 984	908 476	118 508	13,0	1 727 821	1 584 037	143 784	9,1
Charge opérationnelles	1 046 587	898 632	147 955	16,5	1 766 558	1 580 095	186 463	11,8
Marge (perte d'exploitation)	(19 603)	9 844	(29 447)	(299,1)	(38 737)	3 942	(42 679)	(1 082,7)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 118,5 millions de dollars (13,0 %) au cours du second trimestre et de 143,8 millions de dollars (9,1 %) au cours du premier semestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2011. Les augmentations de revenus du trimestre et du semestre découlent principalement de l'acquisition de TMR, laquelle a contribué à augmenter nos revenus de 69,5 millions de dollars combinées à des hausses du nombre de voyageurs de 7,0 % et de 3,7 % respectivement (6,3 % et 3,2 % respectivement - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat). Comparativement à 2011, pour le trimestre, le nombre de voyageurs au départ du Canada vers les destinations soleil était en hausse, alors que les prix moyens affichaient une baisse, une conséquence de la chute des prix de vente survenue au cours du mois d'avril, tandis que pour le semestre, le nombre de voyageur était en baisse (une conséquence de notre décision de réduire notre capacité au cours du premier trimestre), alors que les prix moyens affichaient une hausse. Tant pour le trimestre que pour le semestre, le nombre de voyageurs vers les destinations européennes et les prix de vente moyens étaient en hausse. Nous avons réalisé une perte d'exploitation de 1,9 % pour le trimestre, comparativement à une marge de 1,1 % en 2011, et une perte d'exploitation de 2,2 % pour le premier semestre, comparativement à une marge de 0,2 % en 2011. L'érosion de notre marge découle principalement de la vive concurrence.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2012	2011	Écart	Écart	2012	2011	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	185 442	192 633	(7 191)	(3,7)	313 901	327 226	(13 325)	(4,1)
Charges opérationnelles	192 065	193 178	(1 113)	(0,6)	333 229	336 375	(3 146)	(0,9)
Perte d'exploitation	(6 623)	(545)	(6 078)	(1 115,2)	(19 328)	(9 149)	(10 179)	(111,3)

Comparativement à 2011, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 7,2 millions de dollars (3,7 %) au cours du deuxième trimestre et de 13,3 millions de dollars (4,1 %) pour le premier semestre. À l'exception de notre filiale au Royaume-Uni où les revenus ont affiché une légère baisse, les revenus de nos principales filiales européennes sont demeurés stables, alors qu'ils ont diminué lorsque convertis en dollars, et ce, tant pour le trimestre que pour le semestre. Le nombre de voyageurs a diminué de 10,4 % pour le trimestre et de 9,9 % pour le semestre, comparativement à 2011, alors que nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 6,6 millions de dollars (3,6 %) au cours du trimestre et de 19,3 millions de dollars (6,2 %) pour le semestre, comparativement à 0,6 million de dollars (0,3 %) et 9,1 millions de dollars (2,8 %) pour les périodes correspondantes de 2011. La baisse de notre marge découle principalement de la vive concurrence sur le marché français.

AUTRES CHARGES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
Amortissements	10 094	11 055	(961)	(8,7)	20 002	22 257	(2 255)	(10,1)
Charges de financement	838	908	(70)	(7,7)	1 342	1 776	(434)	(24,4)
Revenus de financements	(1 705)	(1 772)	67	3,8	(3 542)	(3 704)	162	4,4
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(4 403)	(8 155)	3 752	46,0	(6 025)	(11 993)	5 968	49,8
Perte de change sur les éléments monétaires à long terme	242	1 079	(837)	(77,6)	86	1 356	(1 270)	(93,7)
Gain sur des placements dans des PCAA	(8 812)	(3 504)	(5 308)	(151,5)	(8 032)	(6 637)	(1 395)	(21,0)
Quote-part du résultat net d'une société associée	(2 976)	(1 617)	(1 359)	(84,0)	(2 339)	(1 048)	(1 291)	(123,2)

AMORTISSEMENTS

Les amortissements incluent l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables et des avantages incitatifs reportés. Les amortissements ont diminué de 1,0 million de dollars au cours du deuxième trimestre et de 2,3 millions de dollars au cours du premier semestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2011. Ces diminutions sont attribuables à la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels au cours des derniers exercices.

CHARGES DE FINANCEMENT

Les charges de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont diminué de 0,1 million de dollars au cours du deuxième trimestre et ont diminué de 0,4 million de dollars pour le semestre, comparativement à 2011. Les diminutions découlent du remboursement de notre dette à long terme au cours de l'exercice 2011.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financements ont diminué de 0,1 million de dollars au cours du présent trimestre et de 0,2 million de dollars pour le semestre, comparativement à la période correspondante de 2011.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 4,4 millions de dollars comparativement à 8,2 millions de dollars en 2011. Pour le semestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 6,0 millions de dollars comparativement à 12,0 millions de dollars en 2011.

PERTE DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains/pertes de change sur les éléments monétaires à long terme sont principalement attribuables à l'effet des taux de change sur nos dépôts en devises. Au cours du deuxième trimestre, nous avons affiché une perte de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,2 million de dollars, comparativement à une perte de 1,1 million de dollars en 2011. Pour le semestre, nous affichons une perte de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,1 million de dollars, comparativement à une perte de 1,4 million de dollars pour la période correspondante de 2011.

GAIN SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain (la perte) sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le deuxième trimestre, le gain sur des placements dans des PCAA a atteint 8,8 millions de dollars alors que pour le semestre le gain a atteint 8,0 millions de dollars. (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détails)

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une société associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part pour le deuxième trimestre s'élève à 3,0 millions de dollars comparativement à 1,6 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2011. Pour le semestre, la quote-part s'est établie à 2,3 millions de dollars en regard de 1,0 millions de dollars en 2011. Malgré que CIBV ait affiché une meilleure rentabilité opérationnelle qu'en 2011, cette dernière a été atténuée, pour le semestre, par la perte de change sur la dette à long terme qui a été enregistrée.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La récupération d'impôts sur le résultat a atteint 7,7 millions de dollars au cours du deuxième trimestre comparativement à une charge d'impôts de 1,2 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, notre récupération d'impôts s'élève à 19,2 millions de dollars, en regard de 4,8 millions de dollars en 2011. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une société associée, le taux d'imposition réel a été de 34,4 % pour le présent trimestre et de 31,0 % pour le semestre, comparativement à 12,5 % et 57,9 % pour les périodes correspondantes de 2011. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et le semestre découlent principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats, le cas échéant.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 30 avril 2012 s'est établie à 11,8 millions de dollars comparativement à un résultat net de 10,1 millions de dollars en 2011. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 13,2 millions de dollars, soit 0,35 \$ par action (de base et diluée), par rapport à un résultat net de 8,7 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 104 000 pour le deuxième trimestre 2012 et de 38 173 000 pour le trimestre correspondant de 2011.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2012, nous affichons une perte nette de 40,4 millions de dollars comparativement à 2,4 millions de dollars en 2011. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 42,7 millions de dollars, soit 1,12 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 4,7 millions de dollars, soit 0,12 \$ par action (de base et diluée) lors du semestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 079 000 pour le premier semestre 2012 et de 37 891 000 pour le semestre correspondant de 2011. Voir la note 11 des États financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

Pour le deuxième trimestre, notre perte ajustée après impôts s'est établie à 24,5 millions de dollars (0,64 \$ par action) et à 54,5 millions de dollars (1,43 \$ par action), comparativement à 0,6 million de dollars (0,02 \$ par action) et 19,9 millions de dollars (0,53 \$ par action) pour les périodes correspondantes de 2011.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la hausse du nombre de voyageurs et/ou des prix de vente moyens et de nos acquisitions d'entreprises. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T3-2010 (PCGR) \$	T4-2010 (PCGR) \$	T1-2011 (IFRS) \$	T2-2011 (IFRS) \$	T3-2011 (IFRS) \$	T4-2011 (IFRS) \$	T1-2012 (IFRS) \$	T2-2012 (IFRS) \$
Revenus	867 344	778 585	810 154	1 101 109	936 974	809 927	829 296	1 212 426
Marge (perte d'exploitation)	53 941	77 852	(14 506)	9 299	14 736	20 981	(31 839)	(26 226)
Résultat net (perte nette)	s.o.	s.o.	(12 525)	10 095	(2 567)	(3 777)	(28 580)	(11 774)
Résultat net attribuable aux actionnaires	20 925	52 356	(13 378)	8 715	(2 782)	(4 388)	(29 489)	(13 199)
Résultat par action de base	0,55	1,38	(0,35)	0,23	(0,07)	(0,12)	(0,77)	(0,35)
Résultat par action dilué	0,55	1,37	(0,35)	0,23	(0,07)	(0,12)	(0,77)	(0,35)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	26 828	47 726	(19 318)	(576)	2 849	10 221	(29 941)	(24 536)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	0,70	1,25	(0,51)	(0,02)	0,07	0,27	(0,79)	(0,64)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 avril 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 264,1 millions de dollars, comparativement à 181,6 millions de dollars au 31 octobre 2011. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 328,9 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2012 comparativement à 359,5 millions de dollars au 31 octobre 2011. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement déficitaire de 64,1 millions de dollars, soit un ratio de 0,93, par rapport à un fonds de roulement de 17,4 millions de dollars et un ratio de 1,02 au 31 octobre 2011.

L'actif total a augmenté de 89,1 millions de dollars (7,3 %), passant de 1 224,2 millions le 31 octobre 2011 à 1 313,3 millions de dollars le 30 avril 2012. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 82,5 millions de dollars, des actifs d'impôts différés de 19,2 millions de dollars, lesquelles ont été compensées par une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 30,7 millions de dollars. Ces variations reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont diminué de 47,4 millions de dollars, passant de 398,6 millions de dollars au 31 octobre 2011 à 351,2 millions de dollars au 30 avril 2012. Cette diminution découle principalement de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 42,7 millions de dollars et de nos pertes latentes sur les couvertures de trésorerie de 4,5 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 30 avril			Semestres clos les 30 avril		
	2012	2011	Écart	2012	2011	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	71 359	104 667	(33 308)	122 097	152 244	(30 147)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(20 323)	(15 730)	(4 593)	(34 685)	(28 485)	(6 200)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 361)	(8 647)	7 286	(3 623)	(23 123)	19 500
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	422	(1 002)	1 424	(1 293)	(3 021)	1 728
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	50 097	79 288	(29 191)	82 496	97 615	(15 119)

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du deuxième trimestre, les activités opérationnelles ont généré des flux de trésorerie de 71,4 millions de dollars, par rapport à 104,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2011. La diminution de 33,3 millions de dollars survenue au cours du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2011, est attribuable à la baisse de notre rentabilité, compensée par la hausse de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel de 12,9 millions de dollars. Cette dernière hausse découle principalement d'une augmentation plus importante des fournisseurs et autres créditeurs et d'une diminution plus importantes des charges payées d'avance au cours de la période, compensées par une diminution plus importante des dépôts de clients et revenus différés, comparativement de 2011.

Pour le semestre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 30,1 millions de dollars passant de 152,2 millions de dollars en 2011 à 122,1 millions de dollars. La diminution est également principalement attribuable à la baisse de notre rentabilité, compensée par la hausse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation de 30,1 millions de dollars qui, elle, découle d'une augmentation plus importante au cours de la période de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 20,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre, une augmentation de 4,6 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2011. Au cours du trimestre, nous avons acquis certains éléments d'actifs et assumé certains éléments de passifs de TMR pour une contrepartie totale, nette de la trésorerie acquise, de 5,0 millions de dollars. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 13,1 millions de dollars comparativement à 11,9 millions de dollars en 2011, soit une augmentation de 1,2 million de dollars, et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés (non courant) a augmenté de 2,9 millions de dollars. Nous avons encaissé un montant de 0,7 million de dollars de placements dans des PCAA, comparativement à 0,4 million de dollars en 2011.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 34,7 millions de dollars comparativement à 28,5 millions de dollars en 2011, une augmentation de 6,2 millions de dollars. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont augmenté de 3,1 millions de dollars. Nous avons encaissé un montant de 1,4 million de dollars de placements dans des PCAA, comparativement à 0,8 million de dollars en 2011.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 8,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre 2011 à 1,4 million de dollars pour le deuxième trimestre 2012, soit une diminution de 7,3 millions de dollars. Cette diminution découle principalement du remboursement des dettes à long terme de la société au cours de l'exercice 2011. Au cours du trimestre, la société a tiré un produit de 0,3 million de dollars lié à l'émission d'actions alors que les dividendes versés à une participation sans contrôle se sont élevés à 1,7 million de dollars.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 3,6 millions de dollars, comparativement à 23,1 millions de dollars en 2011, une baisse de 19,5 millions de dollars. Cette baisse découle principalement du remboursement des dettes à long terme de la société au cours de l'exercice 2011.

FINANCEMENT

Au 13 juin 2012, la société dispose de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de deux facilités de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

Au 30 avril 2012, des conditions de l'entente de financement de 100,0 millions de dollars n'étaient pas respectées. Les prêteurs ont renoncé à ce défaut de sorte que la société est en conformité avec tous ses engagements auprès de ses prêteurs.

Le 13 juin 2012, la société a demandé une réduction du crédit de 50,0 millions de dollars. Ainsi, la société dispose maintenant auprès de Banque Nationale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50,0 millions de dollars, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 13 juin 2012. Au 30 avril 2012, la facilité de crédit n'était pas utilisée.

Au 30 avril 2012, la société disposait d'un crédit à terme rotatif de 82,7 millions de dollars. À la suite de la vente de certains de ses PCAA, 80,0 millions de dollars en valeur nominale (voir section Placements dans des PCAA), le crédit disponible s'élevait maintenant à 2,7 millions de dollars.

La société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars renouvelable annuellement, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2012, un montant de 51,2 millions de dollars était utilisé.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,5 millions d'euros [15,0 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et d'autres par voie de notes aux états financiers.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 595,8 millions de dollars au 30 avril 2012 (653,7 millions au 31 octobre 2011) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 30 avril 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	5 010	2 798
Contrats de cautionnement	14 399	14 247
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	576 346	636 618
	595 755	653 663

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de

cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2012, un montant de 13,7 millions de dollars était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la société a accès à des lignes de cautionnement pour 12,7 millions d'euros [16,7 millions de dollars], dont 3,4 millions d'euros étaient utilisés [4,5 millions de dollars.]

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 30 avril 2012, l'endettement de la société avait diminué par rapport au 31 octobre 2011.

Nous n'affichons aucune dette sur notre bilan, celle-ci ayant été entièrement remboursée au cours de l'exercice 2011. Notre dette hors bilan (dette totale) a diminué de 57,9 millions de dollars, passant de 653,7 millions de dollars à 595,8 millions de dollars. La diminution de notre dette totale découle des remboursements effectués au cours du semestre clos le 30 avril 2012.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette totale nette de la société a diminué de 147,0 millions de dollars pour s'établir à 246,3 millions de dollars au 30 avril 2012, comparativement à 393,3 millions de dollars au 31 octobre 2011.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 avril 2012, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 30 avril 2012, il y avait 900 296 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 225 325 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 13 juin 2012, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 275 325, dont 745 997 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, le 21 janvier 2009, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de

l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

PORTEFEUILLE

Durant le semestre clos le 30 avril 2012, la société a encaissé des montants totalisant 1,4 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 115,0 millions de dollars au 30 avril 2012 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 1,7 million de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 30 avril 2012, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le semestre clos le 30 avril 2012, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 23 septembre 2011. Cette dernière a maintenu la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a rehaussé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB+ ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 1,4 % [taux moyen pondéré de 1,2 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 4,7 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,2 % à 29,0 % [taux moyen pondéré de 8,0 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 30 avril 2012, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 8,8 million de dollars, 8,0 millions de dollars pour le semestre. Cet ajustement ne tient compte d'aucun montant de notre quote-part des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 85,4 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 29,6 millions de dollars, représentant 25,8 % de la valeur nominale de 115,0 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes

pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3,7 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique Perte (Gain) sur des placements dans des PCAA à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
Solde au 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 133	3 133	(3 133)
Remboursement de capital	(424)	—	(424)	—
Solde au 31 janvier 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2011	117 698	(42 643)	75 055	(3 133)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 504	3 504	(3 504)
Remboursement de capital	(371)	—	(371)	—
Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011	117 327	(39 139)	78 188	(6 637)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 476	1 476	(1 476)
Remboursement de capital	(913)	—	(913)	—
Solde au 31 octobre 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2011	116 414	(37 663)	78 751	(8 113)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(780)	(780)	780
Remboursement de capital	(712)	—	(712)	—
Solde au 31 janvier 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2012	115 702	(38 443)	77 259	780
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 812	8 812	(8 812)
Remboursement de capital	(686)	—	(686)	—
Solde au 30 avril 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2012	115 016	(29 631)	85 385	8 032

Le solde des placements dans des PCAA au 30 avril 2012 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(6 755)	27 660
Catégorie A-2	63 894	(16 062)	47 832
Catégorie B	11 598	(4 123)	7 475
Catégorie C	3 403	(2 497)	906
	113 310	(29 437)	83 873
MAV 3 Traditionnels	1 706	(194)	1 512
	115 016	(29 631)	85 385

Subséquentement à la fin du deuxième trimestre, la société a vendu certains PCAA, ayant une valeur nominale totale de 80,0 millions de dollars et une juste valeur, au 30 avril 2012, de 59,4 millions de dollars, pour une contrepartie totale de 57,4 millions de dollars.

AUTRES

FLOTTE

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2012, un A330 est entré en service. La flotte d'Air Transat compte actuellement onze Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et douze Airbus A330 (342 sièges).

HANDLEX

Le 12 juin 2012, la société a conclu la vente de sa filiale Handlex, qui offre des services aéroportuaires au sol aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto et Vancouver. La transaction prévoit une entente de services avec Air Transat, qui continuera de bénéficier des mêmes prestations de services de la part de Handlex dans ses trois bases d'opérations canadiennes.

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société mère. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2012, et l'application anticipée est permise. La société ne prévoit pas que ces modifications auront une incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés puisque les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat sont déjà regroupés.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 30 avril 2012 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Malgré qu'on assiste présentement à une baisse des prix du carburant, la vigueur du dollar américain et la baisse de l'euro par rapport au dollar canadien font en sorte que l'impact net sur la marge est défavorable. Les réservations sont au même niveau que l'an dernier à pareille date, mais l'environnement concurrentiel demeure exigeant. Le climat économique et politique en Europe, à la fois un marché source et de destination, et l'impact important des réservations de dernière minute sur les prix de vente moyens rendent très difficile tout pronostic sur les résultats du deuxième semestre.

Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période de mai à octobre 2012, la capacité de Transat sur ce marché est inférieure de 4 % à celle de l'été 2011. À ce jour, les coefficients d'occupation et les prix sont légèrement supérieurs à ceux enregistrés à pareille date en 2011.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, la capacité de Transat est inférieure de 13 % à celle déployée à la même date l'an passé. Les taux d'occupation sont similaires et les prix de vente sont inférieurs.

En France, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations sont légèrement en avance et les prix sont semblables.

La Société poursuit l'implantation des initiatives prévues dans le plan de retour à la profitabilité, annoncé en décembre dernier.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Au 30 avril 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	264 072	181 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 5]</i>	289 806	323 314
Clients et autres débiteurs	123 405	124 000
Impôts sur le résultat à recevoir	9 236	17 749
Stocks	10 474	11 096
Charges payées d'avance	61 771	55 196
Instruments financiers dérivés	8 260	7 935
Partie courante des dépôts	28 066	15 599
Actif courant	795 090	736 465
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	39 088	36 231
Placements dans des PCAA <i>[note 6]</i>	85 385	78 751
Dépôts	24 574	33 907
Actifs d'impôt différé <i>[note 15]</i>	45 939	26 723
Immobilisations corporelles	91 150	86 520
Goodwill	106 833	109 495
Immobilisations incorporelles	59 659	52 347
Instruments financiers dérivés	—	—
Placements et autres actifs <i>[note 7]</i>	65 619	63 806
Actif non courant	518 247	487 780
Actif total	1 313 337	1 224 245
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif courant		
Fournisseurs et autres créditeurs	366 742	355 130
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 8]</i>	19 716	19 088
Impôts sur le résultat à payer	1 266	7 943
Dépôts de clients et revenus différés	464 722	331 280
Instruments financiers dérivés	6 761	5 659
Passif courant	859 207	719 100
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 8]</i>	14 873	14 230
Autres passifs <i>[notes 10 et 15]</i>	77 590	78 048
Passifs d'impôt différé <i>[note 15]</i>	10 473	14 274
Passif non courant	102 936	106 552
Capitaux propres		
Capital-actions <i>[note 11]</i>	220 102	219 462
Provision pour paiements fondés sur des actions	12 261	11 063
Résultats non distribués	133 586	176 274
Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	(2 576)	1 948
Montant cumulé des écarts de change	(12 179)	(10 154)
Total des capitaux propres	351 194	398 593
Total du passif et des capitaux propres	1 313 337	1 224 245

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

AVIS

Les auditeurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints selon les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant l'examen des états financiers intermédiaires par des auditeurs.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 212 426	1 101 109	2 041 722	1 911 263
Charges opérationnelles				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	781 162	680 945	1 275 288	1 179 946
Carburant d'aéronefs	123 898	104 372	212 889	170 167
Salaires et avantages du personnel	98 357	92 177	193 471	181 945
Commissions	65 267	61 133	105 338	102 778
Entretien d'aéronefs	35 247	30 943	62 816	54 234
Frais d'aéroports et de navigation	25 282	23 404	43 256	41 196
Loyer d'aéronefs	21 589	17 089	41 471	31 910
Autres	87 850	81 747	165 258	154 294
	1 238 652	1 091 810	2 099 787	1 196 470
	(26 226)	9 299	(58 065)	(5 207)
Amortissements	10 094	11 055	20 002	22 257
Coûts de financement	838	908	1 342	1 776
Revenu du financement	(1 705)	(1 772)	(3 542)	(3 704)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(4 403)	(8 155)	(6 025)	(11 993)
Perte de change sur les éléments monétaires à long terme	242	1 079	86	1 356
Gain sur des placements dans des PCAA [note 6]	(8 812)	(3 504)	(8 032)	(6 637)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(2 976)	(1 617)	(2 339)	(1 048)
	(6 722)	(2 006)	1 492	2 007
Résultat avant charge d'impôt	(19 504)	11 305	(59 557)	(7 214)
Impôts sur le résultat (récupération) [note 15]				
Exigibles	11 311	225	2 211	(5 632)
Différés	(19 041)	985	(21 414)	848
	(7 730)	1 210	(19 203)	(4 784)
Résultat net (perte nette)	(11 774)	10 095	(40 354)	(2 430)
Résultat net (perte nette) attribuable aux :				
Actionnaires	(13 199)	8 715	(42 688)	(4 663)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 425	1 380	2 334	2 233
	(11 774)	10 095	(40 354)	(2 430)
Résultat par action attribuable aux actionnaires [note 11]				
De base	(0,35)	0,23	(1,12)	(0,12)
Dilué	(0,35)	0,23	(1,12)	(0,12)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2012	2011	2012	2011
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	\$	\$	\$	\$
Résultat net (perte nette) de la période	(11 774)	10 095	(40 354)	(2 430)
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront reclassés en résultat net				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(8 428)	(37)	(9 025)	618
Reclassement en résultat net	1 706	(3 540)	2 679	(4 582)
Impôts différés	1 976	1 053	1 822	1 005
	(4 746)	(2 524)	(4 524)	(2 959)
Pertes de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(227)	(2 660)	(2 025)	(6 049)
Total des autres éléments du résultat global	(4 973)	(5 184)	(6 549)	(9 008)
Résultat global de la période	(16 747)	4 911	(46 903)	(11 438)
Attribuable aux :				
Actionnaires	(18 219)	3 435	(49 288)	(13 747)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 472	1 476	2 385	2 309
	(16 747)	4 911	(46 903)	(11 438)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Attribuables aux actionnaires							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Total		
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} novembre 2010	217 604	9 090	190 400	(1 522)	—	415 572	—	415 572
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(4 663)	—	—	(4 663)	2 233	(2 430)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(2 959)	(6 125)	(9 084)	76	(9 008)
Résultat global	—	—	(4 663)	(2 959)	(6 125)	(13 747)	2 309	(11 438)
Émission sur le capital autorisé	645	—	—	—	—	645	—	645
Exercice d'options	461	—	—	—	—	461	—	461
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 544	—	—	—	1 544	—	1 544
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 233)	(2 233)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	76	76	(76)	—
	1 106	1 544	—	—	76	2 726	(2 309)	417
Solde au 30 avril 2011	218 710	10 634	185 737	(4 481)	(6 049)	404 551	—	404 551
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(7 170)	—	—	(7 170)	826	(6 344)
Autres éléments du résultat global	—	—	154	6 429	(4 124)	2 459	19	2 478
Résultat global	—	—	(7 016)	6 429	(4 124)	(4 711)	845	(3 866)
Émission sur le capital autorisé	716	—	—	—	—	716	—	716
Exercice d'options	36	(127)	—	—	—	(91)	—	(91)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	556	—	—	—	556	—	556
Variation de la juste valeur des options	—	—	(2 447)	—	—	(2 447)	—	(2 447)
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(826)	(826)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	19	19	(19)	—
	752	429	(2 447)	—	19	(1 247)	(845)	(2 092)
Solde au 31 octobre 2011	219 462	11 063	176 274	1 948	(10 154)	398 593	—	398 593
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(42 688)	—	—	(42 688)	2 334	(40 354)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(4 524)	(2 076)	(6 600)	51	(6 549)
Résultat global	—	—	(42 688)	(4 524)	(2 076)	(49 288)	2 385	(46 903)
Émission sur le capital autorisé	640	—	—	—	—	640	—	640
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 198	—	—	—	1 198	—	1 198
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 334)	(2 334)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	51	51	(51)	—
	640	1 198	—	—	51	1 889	(2 385)	(496)
Solde au 30 avril 2012	220 102	12 261	133 586	(2 576)	(12 179)	351 194	—	351 194

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2012	2011	2012	2011
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période	(11 774)	10 095	(40 354)	(2 430)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissements	10 094	11 055	20 002	22 257
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(4 403)	(8 155)	(6 025)	(11 993)
Perte de change sur les éléments monétaires à long terme	242	1 079	86	1 356
Gain sur des placements dans des PCAA	(8 812)	(3 504)	(8 032)	(6 637)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(2 976)	(1 617)	(2 339)	(1 048)
Impôts différés	(19 041)	985	(21 414)	848
Avantages du personnel	522	442	1 043	884
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	699	995	1 198	1 544
	(35 449)	11 375	(55 835)	4 781
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	105 260	92 362	179 596	149 483
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(2 744)	(1 275)	(2 935)	(6 702)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 292	2 205	1 271	4 682
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	71 359	104 667	122 097	152 244
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(13 080)	(11 904)	(28 154)	(25 083)
Encaissements du capital de placements dans des PCAA	686	371	1 398	795
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	(2 871)	(4 197)	(2 871)	(4 197)
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une société acquise	720	—	720	—
Contrepartie versée pour une entreprise acquise	(5 778)	—	(5 778)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(20 323)	(15 730)	(34 685)	(28 485)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	—	—	—	(15 076)
Remboursement de la débenture et de la dette à long terme	—	(6 802)	—	(6 802)
Produit de l'émission d'actions	293	379	640	979
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	(1 654)	(2 224)	(4 263)	(2 224)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 361)	(8 647)	(3 623)	(23 123)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	422	(1 002)	(1 293)	(3 021)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	50 097	79 288	82 496	97 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	213 975	198 954	181 576	180 627
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	264 072	278 242	264 072	278 242
Informations supplémentaires				
Impôts sur le résultat payés	6 679	8 275	1 101	22 523
Intérêts payés	484	1 167	725	1 231

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 30 avril 2012 ont été approuvés par le conseil d'administration de la société le 13 juin 2012.

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément aux méthodes comptables que la société prévoit adopter pour ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2012, telles que décrites à la note 2 afférentes aux états financiers consolidés condensés du trimestre clos le 31 janvier 2012.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société. Chacune des entités de la société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada [les « PCGR du Canada antérieurs »], faisant partie du rapport annuel de 2011 de la société, et le rapport du trimestre clos le 31 janvier 2012. Le rapport du trimestre clos le 31 janvier 2012 inclut, entre autres, des rapprochements et des descriptions de l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres, le résultat, le résultat global et les flux de trésorerie, de même qu'un rapprochement des postes des états de la situation financière au 31 octobre 2011 et au 1^{er} novembre 2010, ainsi que des comptes de résultat et des états du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, ainsi que certaines informations annuelles additionnelles préparées selon les IFRS et la liste des principales méthodes comptables. La note 15 présente des rapprochements et des descriptions de l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres de la société au 30 avril 2011, ainsi que sur le résultat, le résultat global et les flux de trésorerie pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2011.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs

financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société mère. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2012, et l'application anticipée est permise. La société ne prévoit pas que ces modifications auront une incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés puisque les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat sont déjà regroupés.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

Note 4 ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 1^{er} février 2012, la société a acquis certains éléments d'actifs du voyageur Vacances Tours Mont-Royal (« TMR »), qui opère au Québec, pour une contrepartie au comptant de 5 778 \$. Vacances Tours Mont-Royal est un voyageur qui se spécialise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada, entre autres à Cuba, en République dominicaine et au Mexique, et dont 180 000 de ses sièges vendus étaient achetés chez Air Transat. Avec cette acquisition, la société renforce son offre et ses services auprès de sa clientèle dans des marchés où elle est déjà présente.

La société n'a pas complété l'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. La juste valeur des ces actifs et passifs demeurera donc provisoire jusqu'à ce que leur évaluation ait été finalisée. L'excédent de la contrepartie totale sur la juste valeur de l'actif net acquis a provisoirement été alloué à la marque de commerce.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge provisoires se détaillent comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	23 976
Clients et autres débiteurs	6 473
Charges payées d'avance	11 576
Immobilisations corporelles	291
Immobilisations incorporelles	4 500
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 931)
Dépôts de clients et revenus reportés	(33 827)
Actif net à la juste valeur	5 058
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une entreprise acquise	720
Contrepartie totale	5 778

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Depuis cette date, TMR a enregistré des revenus de 69 500 \$ et une perte avant charge d'impôts de 3 503 \$, lesquels figurent dans les résultats consolidés de la société. Si TMR avait été consolidée à compter du 1^{er} novembre 2011, les résultats consolidés auraient tenu compte de revenus additionnels de 37 200 \$ et d'une perte avant charge d'impôt de 863 \$.

Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 30 avril 2012, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 247 481 \$ [281 292 \$ au 31 octobre 2011] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 81 413 \$, dont une tranche de 39 088 \$ est présentée hors de l'actif courant, [78 253 \$ au 31 octobre 2011, dont une tranche de 36 231 \$ était présentée dans l'actif non courant] qui était cédée en nantissement de lettres de crédit.

Note 6 PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [« PCAA »] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

PORTEFEUILLE

Durant le semestre clos le 30 avril 2012, la société a encaissé des montants totalisant 1 398 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 traditionnels].

La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 115 016 \$ au 30 avril 2012 et se répartit comme suit :

MAV 2 admissibles

La société détient 113 310 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 traditionnels

La société détient 1 706 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 30 avril 2012, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le semestre clos le 30 avril 2012, un nombre limité de transactions a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces transactions lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée [« BlackRock »] qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 traditionnels]. La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 23 septembre 2011. Cette dernière a maintenu la note de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, [MAV 2 admissibles] de catégories A-1 à « A+ » et a rehaussé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB+ ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 1,4 % [taux moyen pondéré de 1,2 %], selon le type de série. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de série, sur une période de 4,7 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,2 % à 29,0 % [taux moyen pondéré de 8,0 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a comptabilisé, le 30 avril 2012, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 8 812 \$, 8 032 \$ pour le semestre. Cet ajustement ne tient compte d'aucun montant de la quote-part de la société des montants estimés de trésorerie cumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 85 385 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 29 631 \$, représentant 25,8 % de la valeur nominale de 115 016 \$.

L'estimation de la juste valeur des placements dans des PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, cependant des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'éloigne considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1% [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3 700 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA à l'état de la situation financière consolidé et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* dans le compte de résultat consolidé se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
Solde au 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 133	3 133	(3 133)
Remboursement de capital	(424)	—	(424)	—
Solde au 31 janvier 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2011	117 698	(42 643)	75 055	(3 133)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 504	3 504	(3 504)
Remboursement de capital	(371)	—	(371)	—
Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011	117 327	(39 139)	78 188	(6 637)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 476	1 476	(1 476)
Remboursement de capital	(913)	—	(913)	—
Solde au 31 octobre 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2011	116 414	(37 663)	78 751	(8 113)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(780)	(780)	780
Remboursement de capital	(712)	—	(712)	—
Solde au 31 janvier 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2012	115 702	(38 443)	77 259	780
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 812	8 812	(8 812)
Remboursement de capital	(686)	—	(686)	—
Solde au 30 avril 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2012	115 016	(29 631)	85 385	8 032

Le solde des placements dans des PCAA au 30 avril 2012 se détaille comme suit :

	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$
MAV 2 admissibles			
Catégorie A-1	34 415	(6 755)	27 660
Catégorie A-2	63 894	(16 062)	47 832
Catégorie B	11 598	(4 123)	7 475
Catégorie C	3 403	(2 497)	906
	113 310	(29 437)	83 873
MAV 3 traditionnels	1 706	(194)	1 512
	115 016	(29 631)	85 385

Subséquentement à la fin du deuxième trimestre, la société a vendu certains PCAA, ayant une valeur nominale totale de 80 000 \$ et une juste valeur au 30 avril 2012 de 59 395 \$, pour une contrepartie totale de 57 448 \$.

Note 7 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES ACTIFS

	Au 30 avril 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Participations dans des entreprises associées – Caribbean Investments B.V. [«CIBV»]	62 651	60 612
Frais reportés, solde non amorti	992	1 301
Autres participations	80	80
Divers	1 896	1 813
	65 619	63 806

La variation du placement dans CIBV se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2011	60 612
Quote-part du résultat net	2 339
Écart de change	(300)
Solde au 30 avril 2012	62 651

Note 8 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'entretien des aéronefs loués utilisées par la société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres et semestres clos les 30 avril se détaille comme suit :

	\$
Solde au 1^{er} novembre 2010	30 709
Provisions supplémentaires et désactualisation	6 188
Montants imputés à la provision	(152)
Montants inutilisés repris	(2 923)
Écart de change	(636)
Solde au 31 janvier 2011	33 186
Provisions supplémentaires et désactualisation	9 123
Montants imputés à la provision	3
Montants inutilisés repris	(6 372)
Écart de change	(549)
Solde au 30 avril 2011	35 391
Provisions courantes	25 804
Provisions non courantes	9 587
Solde au 30 avril 2011	35 391

	\$
Solde au 31 octobre 2011	33 318
Provisions supplémentaires et désactualisation	8 795
Montants imputés à la provision	(350)
Montants inutilisés repris	(11 547)
Écart de change	81
Solde au 31 janvier 2012	30 297
Provisions supplémentaires et désactualisation	2 415
Montants imputés à la provision	(715)
Montants inutilisés repris	2 696
Écart de change	(104)
Solde au 30 avril 2012	34 589
Provisions courantes	19 716
Provisions non courantes	14 873
Solde au 30 avril 2012	34 589

Note 9 DETTE À LONG TERME

Au 30 avril 2012, des conditions de l'entente de financement de 100 000 \$ n'étaient pas respectées. Les prêteurs ont renoncé à ce défaut de sorte que la société est en conformité avec tous ses engagements auprès de ses prêteurs.

Le 13 juin 2012, la société a demandé une réduction du crédit de 50 000 \$. Ainsi, la société dispose maintenant auprès de Banque Nationale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50 000 \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 13 juin 2012. Au 30 avril 2012, la facilité de crédit n'était pas utilisée.

Au 30 avril 2012, la société disposait d'un crédit à terme rotatif de 82 700 \$. À la suite de la vente de certains de ses PCAA, 80 000 \$ en valeur nominale (voir section Placements dans des PCAA), le crédit disponible s'élève à maintenant à 2 700 \$.

La société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2012, un montant de 51 198 \$ était utilisé.

Note 10 AUTRES PASSIFS

	Au 30 avril 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Avantages du personnel	28 988	28 307
Avantages incitatifs reportés	21 728	20 831
Participations ne donnant pas le contrôle	26 874	28 910
	77 590	78 048

Note 11 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est détenue et contrôlée, ou le devient, par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées

sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS A DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B («actions de catégorie B»), participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est détenue ou contrôlée, ou le devient, par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2010	37 849 834	217 604
Émission sur le capital autorisé	44 404	645
Exercice d'options	33 812	461
Solde au 30 avril 2011	37 928 050	218 710
Émission sur le capital autorisé	84 663	716
Exercice d'options	9 007	36
Solde au 31 octobre 2011	38 021 720	219 462
Émission sur le capital autorisé	103 901	640
Exercice d'options	—	—
Solde au 30 avril 2012	38 125 621	220 102

Au 30 avril 2012, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 900 296 et 37 225 325.

OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2011	1 744 477	16,88
Attribuées	734 373	7,48
Annulées	(203 525)	15,30
Solde au 30 avril 2012	2 275 325	13,98
Options pouvant être exercées au 30 avril 2012	745 997	20,59

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
NUMÉRATEUR				
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la société pour tenir compte du résultat de base par action et du résultat dilué par action	(13 199)	8 715	(42 688)	(4 663)
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 104	37 968	38 079	37 891
Options d'achat d'actions	—	205	—	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation utilisés dans le calcul du résultat dilué par action	38 104	38 173	38 079	37 891
Résultat par action				
De base	(0,35)	0,23	(1,12)	(0,12)
Dilué	(0,35)	0,23	(1,12)	(0,12)

Étant donné les pertes enregistrées au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2012, les 2 275 325 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour le trimestre clos le 30 avril 2011, 797 135 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la société. Étant donné la perte enregistrée au cours du semestre clos le 30 avril 2011, les 1 899 520 options sur actions en circulation ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 12 INFORMATION SECTORIELLE

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les comptes de résultat consolidés incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestre clos le 30 avril 2012			Semestre clos le 30 avril 2012		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 026 984	185 442	1 212 426	1 727 821	313 901	2 041 722
Charges opérationnelles	1 046 587	192 065	1 238 652	1 766 558	333 229	2 099 787
	(19 603)	(6 623)	(26 226)	(38 737)	(19 328)	(58 065)

	Trimestre clos le 30 avril 2011			Semestre clos le 30 avril 2011		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	908 476	192 633	1 101 109	1 584 037	327 226	1 911 263
Charges opérationnelles	898 632	193 178	1 091 810	1 580 095	336 375	1 916 470
	9 844	(545)	9 299	3 942	(9 149)	(5 207)

	Revenus ¹⁾				Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril		Au 30 avril	Au 31 octobre
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Canada	1 004 298	890 079	1 689 079	1 554 210	163 683	149 848
France	162 453	161 649	275 875	272 214	46 320	49 697
Royaume-Uni	21 670	28 473	36 388	50 060	33 371	33 711
Autres	24 005	20 908	40 380	32 779	14 268	15 106
	1 212 426	1 101 109	2 041 722	1 911 263	257 642	248 362

¹⁾ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

Note 13 GARANTIES

Dans le cours normal de l'activité, la société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des transactions, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12 et 21 des états financiers fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser aux bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales ont souscrit à une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 30 avril 2012, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 562 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2012, le montant total de ces garanties s'élevait à 735 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 30 avril 2012, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

La société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2012, un montant de 13 664 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Note 14 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 12 juin 2012, la société a conclu la vente de sa filiale Handlex, qui offre des services aéroportuaires au sol aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto et Vancouver. La transaction prévoit une entente de services avec Air Transat, qui continuera de bénéficier des mêmes prestations de services de la part de Handlex dans ses trois bases d'opérations canadiennes.

Note 15 TRANSITION AUX IFRS

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés pour le trimestre clos le 30 avril 2012 ont été préparés selon l'IAS 34 et l'IFRS 1. La société a préparé ses états financiers pour toutes les périodes antérieures au 31 octobre 2011, y compris l'exercice clos à cette date, selon les PCGR du Canada antérieurs. La présente note donne l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres de la société au 30 avril 2011, ainsi que sur le résultat net, le résultat global et les flux de trésorerie pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2011.

Les rapprochements des capitaux propres au 1^{er} novembre 2010 et au 31 octobre 2011 et les rapprochements du résultat net, du résultat global et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 étaient présentés dans le rapport trimestriel de la société pour le trimestre clos le 31 janvier 2012.

En résumé, l'adoption des IFRS a entraîné la diminution de la valeur comptable totale des capitaux propres au 30 avril 2011 de 23 303 \$ par rapport à la valeur comptable selon les PCGR du Canada antérieurs comptabilisée à ces mêmes dates. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2011, la perte nette consolidée a diminué de 1 475 \$ et 2 423 \$, respectivement, alors que le résultat global consolidé a augmenté de 1 453 \$ et 2 430 \$, respectivement, en regard des chiffres présentés précédemment selon les PCGR du Canada antérieurs dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la société.

La société a appliqué l'IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d'information financière*, dans le cadre de la préparation de l'état de la situation financière consolidé au 1^{er} novembre 2010. Selon les IFRS, la société a fourni l'information financière comparative et a appliqué les méthodes comptables qui sont décrites à la note 2 des états financiers intermédiaires consolidés condensés au 31 janvier 2012. La société a également appliqué rétrospectivement toutes les normes IFRS en vigueur au 30 avril 2012, comme requis, ainsi que certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires dont les nouveaux adoptants peuvent se prévaloir. Le choix de la société d'appliquer certaines exemptions demeure inchangé par rapport au choix décrit dans le rapport trimestriel de la société pour le trimestre clos le 31 janvier 2012.

Les montants des comptes de résultat, des états du résultat global, des états de la situation financière, des états de la variation des capitaux propres et des tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les périodes comparatives qui seront inclus dans nos premiers états financiers annuels selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 pourraient différer des montants retraités qui sont présentés dans la présente note, si de nouvelles normes sont adoptées avant le 31 octobre 2012 ou si la société modifie ses choix quant aux méthodes comptables selon les IFRS. Selon l'IFRS 1, la société devrait faire une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS dans ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

1) EXCEPTIONS OBLIGATOIRES

Les exceptions obligatoires qui suivent s'appliquent à la société :

- a) Les estimations utilisées par la société selon les IFRS à la date de transition aux IFRS et pour la période comparative correspondent aux estimations utilisées selon les PCGR du Canada antérieurs à la même date, ajustées pour tenir compte des différences entre les méthodes comptables, le cas échéant.
- b) Les transactions conclues avant la date de transition aux IFRS n'ont pas été désignées rétrospectivement comme couvertures.
- c) La société a attribué, de manière prospective à compter de la date de transition, le résultat global total aux actionnaires de la société et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

2) EXEMPTIONS FACULTATIVES À L'APPLICATION RÉTROSPECTIVE DES IFRS

La société a appliqué les exemptions suivantes :

- a) La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, aux regroupements d'entreprises conclus avant la date de transition aux IFRS.
- b) La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux options attribuées avant le 7 novembre 2002 et aux options attribuées après le 7 novembre 2002 dont les droits étaient acquis avant la date de transition aux IFRS.
- c) La société a choisi d'appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestations définies et à ses autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition aux IFRS et d'appliquer l'IAS 19, *Avantages du personnel*, de façon prospective. De plus, la société a choisi de se prévaloir de l'exemption qui lui permet de ne pas présenter le déficit de ses régimes de retraite à prestations définies et les ajustements liés à l'expérience avant la date de transition.

L'application de cette exemption a donné lieu aux ajustements suivants :

	30 avril 2011
Augmentation (diminution)	\$
État de la situation financière :	
Actifs d'impôt différé	2 502
Fournisseurs et autres créditeurs	(116)
Autres passifs – Avantages du personnel	8 294
Résultats non distribués	
Avantages du personnel	(8 178)
Impôts sur le résultat	2 502

- d) La société a choisi d'appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les montants cumulés des écarts de change dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition aux IFRS.

L'application de cette exemption a donné lieu aux ajustements suivants :

	30 avril 2011
Augmentation (diminution)	\$
État de la situation financière :	
Résultats non distribués	(16 803)
Montants cumulés des écarts de change	16 803

3) MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Outre les exemptions et les exceptions susmentionnées, les différences importantes entre les méthodes comptables des PCGR du Canada antérieurs et celles des IFRS actuelles appliquées par la société sont présentées ci-après. Seules les différences qui ont une incidence sur la société sont abordées. La liste qui suit ne constitue pas un sommaire exhaustif de toutes les différences entre les PCGR du Canada antérieurs et les IFRS.

a) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

i) COÛTS D'ACQUISITION

PCGR du Canada antérieurs – Les coûts d'acquisition étaient considérés comme faisant partie de la contrepartie à l'acquisition, ce qui se traduisait donc généralement par une augmentation de l'écart d'acquisition.

IFRS – Les coûts d'acquisition sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inclus dans la répartition du prix d'acquisition.

ii) PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

PCGR du Canada antérieurs – Les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées selon leur quote-part de la valeur comptable nette de l'actif net de l'entreprise acquise. Le résultat net était calculé déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

IFRS – Les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées à la date d'acquisition selon la quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les actifs identifiables nets acquis et les passifs repris de l'entreprise acquise. De plus, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante distincte des capitaux propres, contrairement aux PCGR du Canada antérieurs, en vertu desquels les capitaux propres excluaient des participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net est réparti entre les participations donnant le contrôle et les participations ne donnant pas le contrôle.

iii) ACQUISITIONS RÉALISÉES PAR ÉTAPES

PCGR du Canada antérieurs – Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, comme certaines acquisitions conclues par la société avant la transition aux IFRS, l'acquéreur [la société] évaluait chaque étape des acquisitions individuellement et répartissait en conséquence le prix d'acquisition sans réévaluer les acquisitions de participations antérieures.

IFRS – Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, l'acquéreur réévalue sa participation déjà détenue dans l'entreprise acquise en fonction de sa juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise tout profit ou perte en résultant, le cas échéant, en résultat. Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation dans une filiale qui n'entraînent pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres. Toutefois, les participations ne donnant pas le contrôle pour lesquelles les actionnaires détiennent une option leur donnant le droit d'exiger le rachat par la société des actions qu'ils détiennent sont des passifs financiers et sont donc reclassées dans les passifs, présumant ainsi l'exercice de l'option. La valeur comptable des participations reclassées est également ajustée à hauteur de la juste valeur des options. Toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée à titre de transaction portant sur les capitaux propres dans les résultats non distribués.

La modification de cette méthode comptable a donné lieu aux ajustements suivants :

	30 avril 2011
Augmentation (diminution)	\$
État de la situation financière :	
Autres passifs – Participations ne donnant pas le contrôle	17 824
Résultats non distribués	
Solde d'ouverture	(17 824)

b) AVANTAGES DE RETRAITE

PCGR du Canada antérieurs – L'excédent des gains et pertes actuariels sur 10 % des obligations au titre des prestations était amorti en résultat sur la durée résiduelle moyenne de l'activité des membres du personnel actifs. Les coûts des services passés et des modifications aux ententes étaient amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne de l'activité des membres du personnel actifs généralement touchés par celles-ci.

IFRS – La société a choisi de comptabiliser les écarts actuariels découlant du calcul de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes dans les autres éléments du résultat global. Les coûts des services passés des ententes de retraite à prestations définies dont les droits sont acquis doivent être comptabilisés immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis.

La modification de cette méthode comptable a donné lieu aux ajustements suivants :

	30 avril 2011
Augmentation (diminution)	\$
État de la situation financière :	
Actifs d'impôt différé	(76)
Autres passifs – Avantages du personnel	(273)
Résultat net :	
Salaires – Avantages du personnel	
Trimestre terminé le 31 janvier 2011	132
Trimestre terminé le 30 avril 2011	131
Impôts sur le résultat	
Trimestre terminé le 31 janvier 2011	(37)
Trimestre terminé le 30 avril 2011	(36)
Résultat global :	
Montant cumulé des écarts de change	
Trimestre terminé le 31 janvier 2011	29
Trimestre terminé le 30 avril 2011	(22)

4) RAPPROCHEMENTS

Les tableaux qui suivent présentent les différences d'évaluation et de comptabilisation dans le cadre du retraitement des capitaux propres, du résultat net et du résultat global entre les PCGR du Canada antérieurs et les IFRS aux dates et pour les périodes indiquées.

(en milliers de dollars) (non audité)	Note 15	30 avril 2011
		\$
Capitaux propres selon les PCGR du Canada, tels que présentés		427 854
Retraitement de l'évaluation et de la comptabilisation :		
Avantages du personnel	2 c) et 3 b)	(7 915)
Variations de la juste valeur des options de vente détenues par des participations ne donnant pas le contrôle	3 a) iii)	(17 824)
Montant cumulé des écarts de change	3 b)	7
		(25 732)
Incidence fiscale de tous les retraitements	2 c) et 3 b)	2 429
Total des retraitements		(23 303)
Capitaux propres selon les IFRS		404 551

(en milliers de dollars) (non audité)	Note 15	Trimestre clos le 30 avril 2011	Semestre clos le 30 avril 2011
		\$	\$
Résultat net (perte nette) selon les PCGR du Canada, tel que présenté		8 620	(4 853)
Retraitement de l'évaluation et de la comptabilisation :			
Avantages du personnel	3 b)	131	263
Participations ne donnant pas le contrôle		1 380	2 233
		1 511	2 496
Incidence fiscale de tous les retraitements	3 b)	(36)	(73)
Total des retraitements		1 475	2 423
Résultat net (perte nette) selon les IFRS		10 095	(2 430)
Résultat par action de base et dilué selon les PCGR du Canada, tel que présenté		0,23	(0,13)
Incidence des retraitements selon les IFRS sur le résultat net		—	0,01
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires selon les IFRS		0,23	(0,12)

(en milliers de dollars) (non audité)	Note 15	Trimestre clos le 30 avril 2011	Semestre clos le 30 avril 2011
		\$	\$
Résultat global selon les PCGR du Canada, tels que présenté		3 458	(13 868)
Total des retraitements du résultat net		1 475	2 423
Différences touchant le résultat global :			
Montant cumulé des écarts de change	3 b)	(22)	7
		(22)	7
Résultat global selon les IFRS		4 911	(11 438)

Les ajustements liés à la transition mentionnés précédemment n'ont pas eu d'incidence sur le montant présenté des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur le montant des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement. De plus, la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS n'a pas eu d'incidence importante sur les composantes du tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé condensé de la société pour les trimestre et semestre clos le 30 avril 2011.

Note 16 INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES À FOURNIR SELON LES IFRS

Certaines informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels préparés selon les IFRS et qui n'étaient pas incluses dans les états financiers annuels consolidés les plus récents de la société préparés selon les PCGR du Canada antérieurs ont été incluses dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés du trimestre terminé le 31 janvier 2012.

